L'irruption de l'évaluation en Chine

China: the sudden emergence of assessment

La irrupción de la evaluación en China

XiaoHui Wang

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/ries/428>

DOI : 10.4000/ries.428

ISSN : 2261-4265

Éditeur

Centre international d'études pédagogiques

Édition imprimée

Date de publication : 1 septembre 2008

Pagination : 53-60

ISBN : 978-2-85420-573-2

ISSN : 1254-4590

Référence électronique

XiaoHui Wang, « L'irruption de l'évaluation en Chine », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* [En ligne], 48 | septembre 2008, mis en ligne le 27 juin 2011, consulté le 26 avril 2021. URL : <http://journals.openedition.org/ries/428> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/ries.428>

L'irruption de l'évaluation en Chine

Wang Xiaohui

En Chine, si le développement de l'économie depuis trente ans peut être assimilé aux « Trente Glorieuses », c'est également le cas pour l'éducation. D'après Zhou Ji, ministre de l'éducation, le taux de scolarisation dans le primaire a atteint 99,3 % en 2006, le taux brut de scolarisation au premier cycle du secondaire 97 %, celui du second cycle 59,8 % et 22 % pour l'enseignement supérieur¹. Mais ces résultats concernent plutôt les performances quantitatives, alors que l'évaluation qualitative de l'éducation est relativement récente en Chine. Nous analyserons d'abord le processus éducatif chinois en général, pour évoquer ensuite le retour de la question de la qualité et présenter enfin les ambitions récentes du gouvernement.

TÂTONNEMENTS

Depuis le lancement des réformes par Deng Xiaoping en 1978, l'économie chinoise a progressé en moyenne de 10 % par an. Dès le début, Deng Xiaoping (1904-1997) avait indiqué un principe : « Suivre les pierres du gué pour traverser la rivière (*mo zhe shi tou guo he*) ». Le développement de l'éducation a lui aussi suivi un processus pragmatique de tâtonnements.

Un objectif prioritaire jamais atteint

« Si tu veux un an de prospérité, cultive du riz ; si tu veux dix ans de prospérité, cultive des arbres et si tu veux que cela dure cent ans, éduque des hommes », (Guanzi, environ 645 av J.-C.).

Ce proverbe chinois a été cité mille fois par les dirigeants chinois. Depuis les années 1980, période de début de réformes et de l'ouverture, « la prospérité nationale par la science et l'éducation » (*ke jiao xing guo*) est annoncée comme une stratégie prioritaire du gouvernement. Plus récemment, Hu Jintao a annoncé au XVII^e Congrès du PCC, « accorder la priorité au développement de l'éducation et réaliser la prospérité nationale grâce à des ressources humaines de qualité »².

1. Zhou Ji, Accorder la priorité au développement de l'éducation, développer une éducation satisfaisante pour tous, 17 octobre 2007. Voir : <http://www.moe.gov.cn/>.

2. Voir : http://www.china.com.cn/17da/2007-10/24/content_9119449_9.htm/, [consulté le 6 mai 2008].

D'après les textes officiels³, l'investissement dans l'éducation devait atteindre 4 % du PIB en 2000. Malgré les efforts des administrations centrale et locales, les dépenses pour l'éducation piétinent toujours entre 2,45 % et 3,41 % du PIB de 1998 à 2006. Considérant que ce taux reste un objectif difficile à atteindre, le gouvernement chinois a proposé le terme de « trois croissances » : croissance des crédits en éducation des gouvernements locaux à tous les échelons, supérieure à celle des recettes financières courantes, croissance graduelle des frais d'enseignement par élève, croissance graduelle des crédits publics par enseignant et par élève. Avec ce type de calcul, les objectifs budgétaires des administrations sont partiellement atteints.

Un enseignement obligatoire partiellement payant

La Chine a commencé en 1986 à appliquer la loi de l'obligation scolaire, qui stipule que les élèves du primaire et du secondaire sont exempts de frais de scolarité dans le cadre de l'enseignement obligatoire de neuf ans. À défaut de ressources financières, les frais scolaires divers assumés par les familles (*za fei*) étaient pratiqués dans toute la Chine. Cela ne posait pas grand problème en ville, mais dans les campagnes, en particulier dans les régions pauvres, on a rencontré des difficultés pour envoyer les enfants à l'école. Selon les enquêtes, dans les campagnes où les revenus par personne sont de 3 200 yuans par an, les frais de scolarisation d'un élève sont de 800 yuans. Ces frais, trop élevés, sont devenus l'un des principales raisons de la déscolarisation des enfants des zones rurales.

La loi révisée (29 juin 2006) prévoit une abolition totale des frais de scolarité et frais divers.

Le 5 mars 2007, le Premier ministre chinois Wen Jiabao a promis, dans le rapport d'activités du gouvernement présenté à la quatrième session de la 10^e Assemblée populaire nationale, que, avant la fin de l'année, les élèves des zones rurales seraient exemptés de frais de scolarité et de frais divers durant toute leur scolarité obligatoire. Juste un an après, Wen Jiabao a annoncé que les frais de scolarité et les frais divers au niveau de l'enseignement obligatoire seraient supprimés dans tout le pays à partir de 2008. À la rentrée 2008, l'enseignement obligatoire chinois s'est engagé dans une nouvelle étape : la gratuité réelle et complète.

3. Programme de réforme et de développement de l'éducation en Chine (13-02-1993).

Un engagement public avec participation privée

En Chine, la première loi relative à l'enseignement obligatoire a été promulguée en 1986, la durée de la scolarité ayant été d'emblée portée à neuf ans. La loi a également stipulé que : « l'enseignement obligatoire, placé sous la direction du Conseil des affaires d'État, relève de la responsabilité des gouvernements locaux et d'une gestion par échelons » (art. 8).

Une énorme charge est tombée sur les gouvernements locaux. Faute de capacités financières, mobiliser la masse paraissait le seul moyen possible. « L'éducation du peuple se fait par le peuple, faire la meilleure éducation pour le peuple (*Ren min jiao yu ren min ban, ban hao jiao yu wei ren min*) » a été un mot d'ordre de cette mobilisation, pour recueillir des fonds, des matériaux, et même de la main-d'œuvre.

Grâce à la multiplication des voies de financement, les locaux scolaires anciens ont pu être réparés, et surtout de nouveaux bâtiments ont pu être construits. L'objectif de la généralisation de la scolarité obligatoire de neuf ans (*pu jiu*) a été pratiquement réalisé en 2000.

Moyen efficace d'une part, mais inconvénient évident d'autre part, car les paysans n'ont pu supporter cette charge et les enseignants, ne pouvant toucher directement leurs salaires, recevaient souvent une « feuille blanche » (*bai tiao*) qui signifiait un paiement ultérieur. Il était donc difficile de garder les enseignants qualifiés.

Commercialisation de l'éducation : un peu de laisser-faire

L'idée de « commercialisation de l'éducation » est apparue au milieu des années 1980, et le débat sur ce thème a eu lieu jusqu'à la fin du siècle. À la suite de la crise financière en Asie, le ralentissement de l'économie chinoise avait besoin d'une incitation pour provoquer une sortie de l'épargne des ménages.

Dans ce contexte, certains établissements publics ont pris la liberté de commercialiser leur enseignement. Une école pouvait changer son système de propriété et passer du statut d'établissement public à celui de privé, changement appelé « transmutation de système » (*zhuan zhi*). Une école publique pouvait aussi devenir « établissement géré par une collectivité (privée) sous tutelle de l'État » (*guo you min ban*). Une école privée pouvait recevoir l'aide publique. Une école pouvait avoir différents systèmes administratifs, comme « un établissement, deux systèmes » (*yi xiao liang zhi*). Cette commercialisation de l'éducation a permis la création des « écoles aristocratiques » (*gui zu xue xiao*) qui offrent aux nouveaux riches de meilleures conditions d'éducation.

Jusqu'au 6 janvier 2004, Zhou Ji, ministre de l'éducation, avait toujours précisé que le gouvernement chinois n'avait jamais lancé l'idée de commercialisation de l'éducation comme politique⁴. Cependant, on a laissé faire pendant quelques années, avec des effets néfastes : si l'on fait entrer un enfant dans une école renommée, il doit payer 60 000 yuans à Beijing (soit 8 000 USD) pour le « choix de l'école ». La perception abusive de frais de scolarité est devenue l'un des plus grands problèmes sociaux. Selon l'Internet, l'enseignement primaire et secondaire figure donc en Chine parmi les dix industries aux profits les plus gigantesques⁵.

Pour garantir l'équité sociale, le gouvernement chinois a pris finalement des mesures sévères en ce qui concerne la perception abusive de frais de scolarité. D'après Zhou Ji, vers la fin de 2003, sur les 853 millions de yuans de frais non justifiés découverts, 639 millions ont été restitués aux familles; les 2 488 personnes qui en étaient responsables ont été sanctionnées, dont 395 directeurs et proviseurs qui ont été destitués⁶.

UNE AMBITION DE QUALITÉ

En 2000, la Chine a pratiquement réalisé dans le domaine de l'éducation « les deux objectifs fondamentaux » (*liang ji*) : généraliser l'éducation obligatoire de neuf ans et éliminer l'illettrisme chez les adultes.

Les futurs objectifs de développement en éducation doivent être une éducation axée sur les capacités personnelles et l'amélioration des méthodes d'enseignement. La « Décision pour l'approfondissement de la réforme de l'enseignement et la promotion d'un enseignement qualifiant », émise par le Conseil des affaires d'État en 1999, a marqué la transition de la quantité vers la qualité.

En effet, dès que le *Gaokao* (concours national pour l'entrée aux établissements d'enseignement supérieur) a été rétabli en 1977, l'éducation chinoise s'est focalisée sur l'examen. Pour accélérer la production des élites, le gouvernement a décidé de créer un nombre d'établissements pilotes ou établissements clés (*zhong dian xue xiao*) dans chaque ville. En règle générale, ces établissements peuvent recevoir davantage de financement public, avoir des enseignants mieux qualifiés et des élèves plus performants.

Dans la société chinoise actuelle, le destin des jeunes dépend dans une certaine mesure de leurs études et diplômes. Pour accéder à une université renommée, il faut avoir obtenu un bon résultat à l'examen national⁷. Et pour y

4. Zhou Ji, réponse à la conférence de presse tenue par le Bureau d'information du Conseil des affaires d'État, le 6 janvier 2004. Voir : www.edu.cn/20040107/3096932.html/, [consulté le 15 avril 2008].

5. Voir : <http://info.china.alibaba.com/news/detail/v4-d5611698.html> [consulté le 15 avril 2008].

6. Zhou Ji, réponse à la conférence de presse tenue par le Bureau d'information du Conseil des affaires d'État, le 6 janvier 2004. Voir : www.edu.cn/20040107/3096932.shtml, [consulté le 15 avril 2008].

7. Voir Wang Xiaohui : « Le baccalauréat, pivot du système éducatif chinois », *Revue internationale d'éducation de Sèvres* n° 37, décembre 2004.

parvenir, étudier et s'entraîner dans un bon lycée, un bon collège, une bonne école primaire, voire une bonne école maternelle, est indispensable. On appelle ce parcours de l'examen à l'examen, à partir de la naissance, « enseignement pour et par l'examen » (*ying shi jiao yu*).

Depuis la suppression de l'examen à l'entrée de l'école primaire et du collège au milieu des années 1990, les établissements scolaires demandent souvent des certificats de concours divers : dissertation, sports, piano, danse, calligraphie, anglais... Mais ce sont les lauréats aux olympiades qui ont le plus de poids. Selon une enquête, 104 élèves de cinquième classe d'une école primaire avaient participé à 338 cours extrascolaires, soit 3,25 cours par élève, à raison de 6,5 heures par semaine. Une élève de Nanjing possède même quarante-quatre certificats!⁸

Tous ces cours extrascolaires, en plus des devoirs à la maison, représentent un lourd fardeau tant physique que psychologique pour les enfants et les adolescents. Selon une enquête menée en 2002 sur le développement physique des enfants et adolescents scolarisés, le taux de myopes est non moins inquiétant : 26,96 % chez les écoliers, 53,43 % au collège, 72,8 % au lycée et 77,95 % chez les étudiants.⁹ M. Yang Guiren, directeur de l'hygiène sportive et de l'éducation artistique du ministère de l'Éducation, a indiqué que les problèmes de santé chez les enfants et adolescents étaient notamment dus à l'excès de travail scolaire, au temps prolongé passé à lire, au manque d'exercice physique.¹⁰

La réduction de la charge de travail (*jian fu*) a été proclamée mille fois par le gouvernement. Le 1^{er} février 2000, le président Jiang Zemin a prononcé un discours sur l'éducation¹¹ dont l'une des causes était l'assassinat d'une mère par son fils à cause de la pression qui pesait sur lui pour ses études. Jiang Zemin a donc demandé aux écoles de réduire le nombre des devoirs à domicile et d'enseigner des matières qui pourraient « créer un esprit d'innovation ». Mais jusqu'à présent, la charge d'études ne semble pas s'être allégée. D'une part la culture du mandarinisme et le système d'examen pour choisir les fonctionnaires sont profondément enracinés dans la mentalité chinoise (« étudier pour devenir mandarin » était une maxime en vigueur dans la société ancienne), et obtenir un bon statut grâce à la scolarité est encore aujourd'hui un objectif très répandu chez les jeunes et leurs parents. D'autre part, les classements des établissements, explicites ou implicites, selon le taux d'accès aux établissements supérieurs, surtout ceux qui sont réputés, jouent un rôle très important.

Depuis la fin des années 1980, le terme « *su zhi jiao yu* » a fait son apparition dans le domaine éducatif. En Chine, cette expression a un sens proche de « enseignement qualifiant » dont la traduction officielle en anglais est *essential-*

8. Voir : http://www.china.com.cn/city/zhuanti/2007-05/15/content_8256751.htm [consulté le 22 avril 2008].

9. Voir : <http://news.sooe.cn/C/2008-4-6/584741.html> [consulté le 22 avril 2008].

10. Voir : http://news.youth.cn/zdxw/200609/t20060929_422385.htm [consulté le 22 avril 2008].

11. Voir : <http://www.people.com.cn/GB/shizheng/8198/28774/28793/1970535.html> [consulté le 30 avril 2008].

qualities-oriented education. Selon la « Décision pour l'approfondissement de la réforme de l'enseignement et la promotion d'un enseignement qualifiant » du Conseil des affaires d'État de 1999, le champ couvert par cet « enseignement qualifiant » est très large : « appliquer l'enseignement qualifiant, c'est réaliser intégralement les principes politiques du Parti sur l'éducation, avoir pour but d'élever le niveau de qualification de la nation, mettre l'accent sur la créativité et les capacités pratiques des élèves, former les constructeurs et successeurs du socialisme ayant des idéaux, des principes moraux, de la culture et de l'auto-discipline, jouissant d'un plein épanouissement sur le plan moral, intellectuel, physique, et esthétique ».

Cette conception, qui ne présente pas de grande différence avec les politiques éducatives précédentes, était plutôt un ramassis des anciennes doctrines. En réalité, toutes les activités hors programmes scolaires peuvent faire partie de l'« enseignement qualifiant ». Lors d'une visite d'une école pilote, on peut voir une série d'activités bien organisées de danse, de musique, de travaux manuels... en même temps, l'enseignement et l'apprentissage focalisés sur l'examen se déroulent activement comme auparavant. Il y a une expression populaire qui dit : « travailler chaleureusement pour l'enseignement qualifiant, préparer effectivement l'examen ».

Pour les jeunes et leurs parents, le plus important est d'accéder à l'université, mais pour le gouvernement, il faut mettre en place un enseignement efficace et équilibré pour tous les enfants. Comment évaluer la qualité de l'« enseignement qualifiant » ? Un grand défi pour le gouvernement chinois.

ÉTABLIR DES CRITÈRES DE QUALITÉ

Si l'évaluation et le contrôle de la qualité de l'éducation sont une chose récente en Chine, une série d'institutions spécialisées en matière d'évaluation se sont bien installées, et leurs domaines d'intervention sont très larges.

En mai 2005, le Programme de suivi de l'enseignement obligatoire, sous la direction du Bureau de l'inspection du ministère de l'Éducation, a été lancé à l'Institut central de la recherche en éducation. Le Programme a pour but de juger le niveau de généralisation de l'enseignement obligatoire, la qualification des enseignants, le financement de l'éducation et la qualité de l'enseignement obligatoire. Soixante districts couvrant 15 % de la population du pays ont été sélectionnés pour une première évaluation dont le résultat a été utilisé pour des analyses politiques non communiquées au public et qui ne peut donc pas servir à établir un classement des établissements scolaires¹².

Le Centre de suivi de l'enseignement de base, sous tutelle du ministère de l'Éducation, a été créé le 30 mai 2007 à l'Institut de recherche en éducation

12. Voir : <http://www.yjjc.org.cn/xmjs.asp> [consulté le 4 mai 2008].

de Shanghai. Il a pour tâche d'informer les autorités des questions importantes sur le plan de l'éducation de base, de donner des avis pour les décisions en éducation, et d'effectuer des recherches sur l'évaluation éducative¹³.

Le Centre de suivi de qualité de l'enseignement de base, sous tutelle également du ministère de l'Éducation, a été installé à l'Université normale de Beijing le 12 septembre 2007. Ses activités sont centrées sur les six domaines suivants¹⁴ : idéologie et citoyenneté; santé physique et psychique; acquis scolaires; rudiments artistiques et esthétiques; capacité pratique et conscience créative; contexte éducatif et social.

Avec la création de ces institutions, la Chine souhaite établir les critères d'évaluation de qualité en enseignement de base et un système de suivi de la qualité de l'éducation. Pour réaliser ces ambitions, il faut commencer par les choses les plus simples, mais peut-être les plus importantes.

D'abord, il faut choisir des matières scolaires à évaluer. Bien entendu, tous les domaines de l'enseignement doivent être suivis pour en connaître vraiment la qualité. Mais par manque d'outil fiable et objectif, on ne peut pas mesurer tous les faits réels de l'école, surtout lors qu'il s'agit de l'idéologie des élèves. La Chine, précisément l'autorité éducative de Shanghai, a déjà engagé une coopération avec l'OCDE sur le Programme international pour le suivi des acquis des élèves (PISA), la méthodologie de l'enquête PISA pouvant fournir un bon modèle.

Ensuite, le corps d'inspection doit être bien formé. En Chine, le Bureau de l'inspection du ministère de l'Éducation a joué un rôle d'administration en même temps que d'inspection. Les inspecteurs actuellement en poste sont généralement des fonctionnaires à la retraite, sans qualification suffisante pour l'inspection, ni assez de pouvoir dans ce domaine. Un règlement sur l'inspection est en cours d'étude, un nouveau corps d'inspection est en perspective.

Enfin, les résultats de l'évaluation seront communiqués au public. Une bonne gouvernance est toujours une gestion transparente, l'enseignement public n'est plus exclusivement l'affaire de l'État, les élèves, les familles et d'autres personnes ont le droit d'y participer. Comme le gouvernement chinois est inquiet des effets néfastes du classement déraisonnable des établissements scolaires, les résultats des évaluations ne seront pas publiés.

De la croissance quantitative à la performance qualitative, l'éducation chinoise est en train de transformer son modèle d'administration, mais le chemin sera très long et difficile.

13. Voir : <http://www.moe.gov.cn/edoas/website18/level3.jsp?tablename=207&infoid=1203060683327474> [consulté le 4 mai 2008].

14. Voir : <http://www1.eachina.org.cn:8080/introduce.php> [consulté le 2 mai 2008].

BIBLIOGRAPHIE (tous ces
documents sont en langue chinoise)

Le centre national de la recherche pour le développement de l'éducation : *Livre vert de l'éducation en Chine*, 2000 à 2007, Éditions des Sciences de l'éducation, Beijing.

Groupe d'Études (2003) : Transformer un pays de grande population en un pays aux riches ressources humaines, Éditions de l'Enseignement Supérieur, Beijing.

WANG Xiaohui (2003) : Décision politique en éducation : une perspective comparative internationale, Éditions de l'Enseignement Supérieur, Taiwan.

YANG Dongping (2006) : *L'idéal et la réalité de l'équité éducative en Chine*, Éditions de l'Université de Beijing, Beijing.